



ÉDITO

QUEL QUE SOIT LE GOUVERNEMENT : JAMAIS RÉSIGNÉS POUR LA JUSTICE FISCALE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE !

Après le 10 et le 18 septembre, la journée de grève et de manifestations du 2 octobre a montré une fois encore la détermination de très nombreux salariés, jeunes et retraités pour faire reculer le gouvernement sur sa volonté de mettre en place un budget austéritaire.

À la DGFIP, même si les chiffres de grève sont loin d'être à la hauteur, ils ne reflètent en rien la colère des agentes et des agents. Leur présence dans les 240 manifestations du jour le démontre.

Cette colère est légitime quand l'ex 1^{er} ministre refuse obstinément de mettre en place une fiscalité plus juste en rejetant par exemple la taxe Zucman ou en excluant la restauration d'un impôt sur la fortune. Il refuse ainsi d'augmenter les recettes, mais garde comme unique fil conducteur la baisse des dépenses publiques. Les suppressions massives de fonctionnaires, en particulier à la DGFIP, sont toujours d'actualité, tout comme le gel de notre rémunération.

Ce ne sont pas les mesurettettes annoncées comme l'amélioration des retraites des femmes ou l'amélioration du « pouvoir d'achat » d'un certain nombre de salariés qui changeront les choses. Les politiques fiscales en faveur des plus fortunés et des plus grandes entreprises, ou les aides publiques versées sans contrepartie ni contrôle, ne sont en aucun cas remises en cause. Pire, elles s'accroissent avec l'annonce de favoriser une fois de plus les donations défiscalisées et d'exonérer encore plus les cotisations sociales, ce qui mettra encore plus à mal le financement de la Sécurité sociale.

Les projets de lois budgétaires devront être débattus un jour ou l'autre au Parlement. C'est l'occasion pour nous de continuer, par tous les moyens, de mettre la pression aux parlementaires pour qu'ils n'acceptent pas que la majorité de la population, les fonctionnaires, les services publics, la Sécurité sociale soient sacrifiés sur l'autel de l'austérité !



LES FORMATIONS SOLIDAIRES, C'EST TOP !



Petits retours de la **Formation Écologie** organisée par le CEFI Lorraine les 3 et 4 juillet 2025

Cette formation s'est déroulée sur deux jours dans le cadre bucolique de SOLEOLE à LANDREMONT (54).



Sur ces deux jours plusieurs thèmes ont été abordés : retour de Fukushima, écoféminisme, écofascisme et carbofascisme.

Des ateliers ont été mis en place (la nature vue à la loupe ou la micro-écologie, partir à la découverte d'un paysage et de l'écologie, l'éco-thérapie ou prendre du recul grâce à la nature, le Tataki zomé ou l'impression végétale sur tissus, des jeux sur le thème de l'écologie, atelier chant, échanges sur l'agroécologie paysanne, fabrication de Kazoo et flèches polynésiennes). Et pour finir nous avons pu assister à une présentation par son auteur de l'ouvrage « barbarie numérique, une autre histoire du monde connecté ».

Jeudi 3 juillet :

- **Retour de Fukushima ou le compte-rendu d'un voyage de deux camarades de Bure qui sont allés visiter la région de Fufushima [Fuku (bonne fortune) – shima (île)] où les effets de l'accident nucléaire sont toujours en cours :**

Le Japon est une terre fortement sismique et volcanique (en 2024 : on dénombre 119000 séismes au Japon dont certains de magnitude supérieure à 4 contre 17000 en France). De par cette instabilité, les japonais ont développé une certaine culture de la catastrophe appelée « shikata ga nai » qui signifie « c'est ainsi ». L'idée de l'impermanence des choses y est très répandue.

Le Japon correspond en surface aux 2/3 de la France pour une population deux fois plus élevée. C'est un territoire contraint car peu large mais très étendu en longueur (équivalent à la distance entre l'Espagne et la Scandinavie).

Le Japon se positionne 5ème dans la liste des pays consommateurs en électricité. C'est un très gros importateur. (90 % de l'énergie est importée)

La majorité des japonais sont contre le nucléaire mais il existe au Japon un fort lobbying (forte collusion et grande corruption entre le gouvernement et TEPCO).

Le parc solaire est en fort développement mais ce développement s'effectue au détriment des terres agricoles.

Historiquement, ce sont les américains qui ont fortement poussé pour le développement nucléaire (entre 1960 et 1980, création d'une vingtaine de centrales) et le Japon est devenu une terre d'essais nucléaires (en 1979 : 20000 opposants).

On dénombre 54 réacteurs nucléaires sur le territoire japonais (14 en fonctionnement, 27 définitivement arrêtés, 19 en possible redémarrage).

Cette île de la « bonne fortune » était un lieu de villégiature très prisé. Les conséquences de l'accident nucléaire sont donc énormes (chute du tourisme et de l'agriculture).

Le 11 mars 2011, le Japon est frappé par un séisme d'une amplitude de 9 puis vers 15h30 par un tsunami, vague d'une quinzaine de mètres de haut, qui est rentrée loin dans les terres (jusqu'à 10 km).

Cette vague a submergé la centrale de Fukushima Daiichi. Ses réacteurs se sont automatiquement mis à l'arrêt pour contrôler la fission nucléaire. Les générateurs de secours sont inondés.

Dans les 4 jours qui suivront, plusieurs réacteurs vont exploser et libérer des radiations.

Les équipes sur place vont utiliser des moyens de fortune (eau de mer).

Les taux d'irradiation sont énormes et leurs conséquences ne sont pas évaluées. Les 18000 morts ou disparus ne seraient imputables qu'au seul tsunami.

Le gouvernement se veut rassurant et n'ordonne pas d'évacuation immédiate, ne distribue pas de pastille d'iode...

La population sera finalement évacuée mais trop tardivement et dans des zones fortement irradiées et balayées par les vents (augmentant l'irradiation).

Le niveau de contamination est évalué par un laboratoire indépendant de la CRIIRAD (association fondée en mai 1986 après la catastrophe de Tchernobyl qui a eut lieu le 26 avril 1986, son principal objectif étant d'informer la population sur les risques liés à la radioactivité et ses impacts sur la santé et l'environnement). Pour information, le gouvernement français lui a coupé ses subventions.

Les données sanitaires relevées concernent uniquement le cancer de la thyroïde (étude menée sur les enfants de moins de 18 ans mais sans moyen de comparaison dû à l'absence de données antérieures).

Les mesures sont réalisées uniquement sur une contamination « externe » (air respiré) mais pas sur la contamination « interne » (les produits de l'agriculture ne sont plus exportés mais consommés localement, idem pour les produits de la pêche).

Ce sur-accident (effets combinés d'un séisme entraînant un tsunami et un accident nucléaire) n'a pas été anticipé :

- minimisation de ces accidents et de leurs conséquences (les enceintes de ces infrastructures n'étaient pas suffisamment élevées et ont été submergées),
- pas de plan d'évacuation avec pour conséquence une évacuation trop tardive,
- mise en place de laboratoires citoyens effectuant des mesures « personnelles » des radiations à l'initiative de la population.

Il subsiste des zones « rouges » (occupation interdite du fait du fort taux de radiation). Les personnes qui résidaient dans ces zones ont tout perdu (impossibilité de ramener le moindre objet ou souvenir trop fortement irradié). Tout est

resté sur place. La décontamination y est obligatoire. Toutes les maisons sont vouées à la destruction. La végétation dans ces zones est également fortement irradiée. Une autorisation pour se rendre dans ces lieux est obligatoire (pas plus d'une heure par semaine). On ne peut y accéder qu'avec un équipement obligatoire (combinaison, masque, deux paires de gants et de chausses). La zone de retour est très surveillée (chronométrée rigoureusement).

La contamination est dense, plus de 20 millions de m³ de sacs de terre et matériaux divers sont stockés de façon artisanale et soumis aux intempéries. Sans parler des zones montagneuses, composées d'une forte densité rocheuse, également fortement irradiées qui ne pourront pas faire l'objet d'une décontamination du fait de leur configuration géologique.

160000 personnes ont été évacuées sans prise en charge. Très peu ont pu réintégrer leur foyer.

Les « nouvelles villes » (logements sociaux) créées un temps pour loger les irradiés évacués doivent être libérées pour laisser la place à une nouvelle population (non concernée par les irradiations) avec incitation financière pour favoriser le renouveau et revitaliser la région alors que les nombreuses victimes déplorent toujours un manque de reconnaissance de leur statut de victime. C'est la grande « honte » du Japon.

L'association Nos voisins lointains 3.11 est créée en 2013 pour soutenir les sinistrés de l'accident nucléaire (solidarité franco-japonaise).

En septembre 2020, un musée consacré entièrement au séisme et à la catastrophe de Fukushima a ouvert ses portes. Il s'agit d'établir un constat (pas de remise en cause). Uniquement axé sur le vécu et les conséquences sur la population (fort taux de dépressions et de suicides). Ce musée est volontairement tourné vers le futur. Le Japon doit se relever. C'est ainsi dans leur culture, les japonais ont une certaine pudeur par rapport aux émotions négatives et un respect sacré aux éléments de la nature (shintoïsme).

En 2023, un nouveau musée voit le jour (Musée Oretachi no Denshokan). C'est un musée artistique au sens large avec expo photos, dessins, concerts, ateliers, conférences... On y raconte la catastrophe (initiative locale). Cette catastrophe a également inspiré la série japonaise The Days.

Un mouvement syndical émerge avec un rejet voire une opposition au nucléaire.

Et l'écologie dans tout cela : 1700 « colis » de matériaux contaminés sont stockés à Bure. Ils ont transité de la Hague en Normandie.

Depuis 2023, l'eau contaminée servant à refroidir les réacteurs est rejetée dans la mer.

L'accident n'est donc pas terminé.

- **Ecoféminisme à l'aide de quelques mots clés et concepts liés au féminisme et à l'écologie pour mieux comprendre la notion d'écoféminisme** : pendant plus d'une heure, nous avons pu librement échanger sur ce que représente pour nous l'écoféminisme à l'aide de quelques mots (plus ou moins provocateurs) choisis par l'intervenante Noémie Moutel.

A la fin de cette première journée, nous avons pu profiter d'une soirée-concert animée en première partie par Emma Jack et puis par le groupe Overtight (cocktail explosif de funk et de disco).

Vendredi 4 juillet :

- **Ecofascisme et carbofascisme ou mieux comprendre l'utilisation par les extrêmes droites des thèmes de l'écologie et petit détour sur quelques dérives au sein de certains mouvements écologiques vers les idées d'extrême droite.**

Il s'agit de Pro-nucléaires.

Le fascisme ce n'est pas que sous Hitler ou Mussolini.

L'écofascisme pour résumer, c'était mieux avant avec les femmes aux foyers et entre blancs becs...

1) Le fascisme fossile se traduit :

- Dans les états capitalistes :

- Régimes obsédés par l'immigration (régime très répressif et nationaliste). Cf ce qui se passe en Inde. Régimes destructeurs de l'environnement car grands utilisateurs des énergies fossiles (= progrès, industrialisation, développement).
- Régimes négationnistes « climatique » (USA/Brésil : destruction des forêts, extraction des minerais, ...). Ce sont des régimes très destructeurs de l'environnement.

Dans ces États dits capitalistes, les personnes supérieures sont celles qui maîtrisent la nature (extractions, utilisation des machines, industries...) et soumettent les populations (personnes inférieures) qui procèdent à l'extraction et subissent l'enfouissement des déchets (légitimité à exploiter les « races » inférieures).

- Au sein de l'extrême droite ou d'un parti national :

- Par un nationalisme assez fort (racisme est fortement développé).
- Par le chacun chez soi.
- Par l'arrêt du flux migratoire (avec retour au pays).
- En tant que défenseurs du capitalisme (organisation du travail, fierté du travail accompli...). Il y a une certaine justification dans l'exploitation des pays et des peuples. Sans ça, pas de progrès et pas de développement. Donc le capitalisme est une réussite et se justifie.

En 1973 : choc pétrolier. Le confort et les habitudes de vie sont en danger. Les musulmans deviennent une « peur ». Ils deviennent une « crainte » car ils détiennent les ressources (pétrole, minerais, etc ...).

Leur stratégie :

- Négationnisme climatique : le réchauffement climatique est nié. C'est un complot de la gauche, des immigrés.
- L'effondrement climatique est uniquement dû à la surpopulation.
- Le développement durable développé à grande échelle (surproduction) est contre-productif.
- Foutu pour foutu : ne rien faire, continuons à utiliser les énergies fossiles.

2) L'écofascisme : une terre, un peuple.

Deux sources :

- Malthus : pour lui les surfaces cultivables s'additionnent alors que les bouches à nourrir se multiplient. Il faut donc procéder à l'arrêt de toutes les aides aux nécessiteux et réguler les naissances.

- Völkisch : le mouvement Völkisch est un mouvement païen, un courant intellectuel et politique, apparu en Allemagne à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Ce mouvement prône un refus de la modernité, une pureté raciale et l'amour de la terre (mère patrie). L'écologie est un mouvement de réflexion.

L'écofascisme se traduit par :

- Une écologie profonde : tous les êtres vivants ont la même valeur. Les êtres humains détruisent la planète donc il faut détruire une certaine partie des êtres humains (justification des exterminations - races supérieures ou inférieures).
- Une pensée raciste : développement de la poussée démographique (Chine et musulmans)

- Des païens :
 - courants marginaux en développement depuis 1980.
 - Origine de la race blanche : le Nord, la mère patrie.
 - Blancs issus du sol, du continent européen.
- Un état national : régionalisation (ne pas dépasser les frontières de sa région).

En 2013, suite au meurtre de Clément MERIC, création du site « la Horde » (site « antifaciste »).

Racistes = Ethno-différentialistes (pas racistes mais chacun sur sa terre).

Survivalistes = on reste entre nous, en autarcie (petit village) :

- communauté très resserrée,
- armée,
- scolarisation sur place,
- on défend son terrain, son jardin
- autonomie totale (eau, médicaments, ...),
- base de survie pour 1 mois.

Carbofascisme : voir le documentaire « BLAST » sur Youtube mais également « META de choc » sur l'anthroposophie avec Elisabeth Feytit.

Fermes nationalistes : hameaux, tournés vers la survivance. Organisent des stages de survie.

Biodynamie (1924) : l'agriculture biodynamique (également appelée biodynamie) est un système de production agricole basé sur le dogme pseudo-scientifique de l'anthroposophie qui est un courant philosophique et spirituel créé au début du XXe siècle par Rudolf Steiner visant à connaître la nature de l'être humain.

Mouvement écolo autoritaire, c'est une approche holistique, écologique et éthique de l'agriculture, du jardinage, de l'alimentation et de la nutrition. Pratiquée par des organismes agricoles où chaque élément est dépendant d'un tout, qui suivent le cycle de la lune et utilisent l'ésotérisme et l'homéopathie dans la culture des plantes.

Collapsologie : courant de pensée transdisciplinaire, apparu dans les années 2010, qui envisage les risques, causes et conséquences d'un effondrement de la civilisation industrielle.

Accélérationnisme : tendance politique selon laquelle la transformation radicale de la société doit venir d'une accélération du capitalisme et des processus qui y sont historiquement associés, plutôt que de son renversement.

Comme on va dans le mur, il faut accélérer le mouvement. Tout est donc prétexte à une consommation plein pot. Il y aura bien un effondrement mais les blancs vont reprendre la main par la suite.

Choc des civilisations : supériorité/infériorité. Donc armement massif, expéditions punitives et création d'attentats pour provoquer les choses.

Il faut défendre le grand capital.

Écologie et extrême droite : certains ont basculé comme Paul Watson (Sea Shepherd) qui prône une réduction de la population (imputation des problèmes à la surpopulation).

Le développement des espèces « non humaines » passerait par la réduction de la population à 1 milliard (pour info, nous sommes environ 8 milliards en 2025). Race supérieure contre race inférieure et tout ce qui est contre-nature (homosexualité, transgenre, etc ...)

Il faut éviter l'effondrement de la race blanche. sic

Conclusion : l'écologie n'est pas naturellement de gauche.

On ne parle pas de systèmes à l'origine des problèmes écologiques mais toujours de la surpopulation.

Des personnes sont victimes du capitalisme et les problèmes écologiques en découlent.

Il faut donc une transformation politique profonde avec une décroissance juste mais également revoir les besoins et prôner une autolimitation ni autoritaire, ni arbitraire.

- **Fabien LEBRUN est venu nous présenter son dernier ouvrage » Barbarie numérique, une autre histoire du monde connecté ». Il est intervenu sur les impacts écologiques et géopolitiques des nouvelles technologies ainsi que sur les enjeux éducatifs et éthiques du numérique.**

Son dernier livre est une véritable enquête sur la tragédie que vit le Congo (RDC) objet de conflits pour l'exploitation des minerais de sang, indispensables à la production de biens électroniques comme les tablettes et les smartphones. L'avant-propos est rédigé par le chirurgien-gynécologue Denis Mukwege, prix Nobel de la Paix 2018.

Pour rappel, 50 métaux au total sont nécessaires à la construction de smartphones. Les 4 principaux minerais de conflit sont :

- le coltan contenant le tantale, métal utilisé pour la fabrication des condensateurs,
- la cassitérite, principal minerai de l'étain,
- le wolfram, principal minerai de tungstène utilisé pour la fabrication de vibreurs,
- l'or dont 10 % de la production mondiale est consacrée à l'électronique.

L'auteur donne pour référence le livre de Célia Izoard « La ruée minière au XXI^e siècle : enquête sur les métaux à l'ère de la transition ».

En outre, l'industrie minière est l'industrie la plus polluante. Il cite Aurore Stéphant : « la première victime, c'est l'eau ».

Pour aller plus loin, le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) est l'établissement public français de référence dans les applications des sciences de la Terre pour gérer les ressources et les risques du sol et du sous-sol dans une perspective de développement durable.

Fabien Lebrun nous renvoie également au programme du CNRS sur la sobriété numérique et l'association HOP (Halte Obsolescence Programmée).

UN TRAIN (D'AUSTÉRITÉ) PEUT EN CACHER UN AUTRE

L'austérité que la classe dominante veut nous imposer de gouvernement en gouvernement représente en réalité la note salée des erreurs du macronisme et du système néolibéral. Elle est présentée pour paiement à une part grandissante de la population (travailleurs et classes moyennes). Solidaires Finances Publiques vous propose de remonter le temps sur ce thème, car "celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre".

Nous débutons sur la première période 1957/1958. Ce premier tournant est lié aux engagements européens de la France. Les idées néolibérales vont inspirer la conduite des politiques économiques nationales. Antoine Pinay est nommé ministre de l'Économie et doit satisfaire les engagements européens de la France récemment pris au traité de Rome. Il s'agit alors de résoudre les problèmes économiques et financiers du pays. Pour y parvenir, Antoine Pinay est associé à Jacques Rueff, figure du libéralisme français. Ce duo donne naissance au célèbre « plan Pinay-Rueff » de redressement national.

Ce dernier marque une rupture avec le consensus Keynésien d'après-guerre (le keynésianisme est une théorie macroéconomique développée par l'économiste anglais John Keynes (1883-1946). Contrairement aux classiques qui considèrent qu'il faut baisser les dépenses publiques en période de crise, Keynes pense qu'une crise nécessite une relance de l'économie). Désormais, il s'agit de chercher l'équilibre budgétaire, d'assurer une monnaie convertible transformée en nouveau franc et encourager l'ouverture internationale. On assiste alors à un transfert de la gouvernamentalité "ordo-européenne" sur les politiques économiques françaises. Un cadre étatique favorable aux mécanismes de marché se met en place.

Est ainsi préparé le chemin de la rigueur, dont la décennie 1970 prendra le virage. Valéry Giscard d'Estaing ignorait au moment de son élection que

son septennat allait signer pour toujours la fin de l'âge d'or de l'économie française de la deuxième moitié du XXe siècle. Face au premier choc pétrolier de 1973, le président d'alors avait parié qu'une relance serait nécessaire pour sortir le pays de la crise. C'est alors que se mit en place le « plan Chirac-Fourcade » d'inspiration keynésienne, soutien classique à la consommation et à l'activité de manière générale.

Mais le plan ne rencontra pas le succès escompté et ne parvint pas pleinement à relancer l'activité. En raison de dissensions politiques, à l'été 76, Jacques Chirac démissionne et laisse place à Raymond Barre jugé comme l'un des meilleurs économistes de France. Il décide d'engager un plan de rigueur qui se renforce après le second choc pétrolier de 1979. Il s'agit après la réunion du G7 à Tokyo de combattre l'inflation et de renforcer les engagements européens par l'adhésion au système monétaire européen.

L'orientation libérale semblait alors prendre le dessus. Il s'agissait de mettre en œuvre des politiques de libéralisation du marché du travail à l'instar du contrat à durée déterminée créée en 1979. D'autres mesures dans le cadre du « plan Barre » ont été prises : gel des prix et des salaires pendant trois mois, cotisations de sécurité sociale relevées pour tout le monde, les impôts sur les revenus des plus aisés sont majorés de 4 % à 8 % pour ne citer que celles-ci.

Mais le résultat ne sera pas au rendez-vous et démontre le peu d'efficacité de la rigueur, puisque le chômage s'aggrave et l'endettement de l'État passe de 8,1 % du PIB à 13,8 % et l'inflation demeure autour de 9 %. Le « plan Barre » abandonne à son tour deux objectifs clefs des politiques économiques aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale : le plein-emploi et la réduction des inégalités. S'installe alors l'idée qu'il faut contenir le coût du travail et réduire les prestations sociales.

Puis vient le temps de l'acte de décès du volontarisme économique avec le célèbre tournant de la rigueur de mars 1983. Se met en place alors une désinflation compétitive, à savoir une lutte acharnée contre l'inflation, la restauration de la crédibilité du franc et de la compétitivité des entreprises. Ce qui devait être une parenthèse devient la ligne directrice des quarante années qui suivirent. Cette politique abandonne les objectifs de réduction des inégalités économiques et sociales et plus particulièrement la non mise en concurrence des services publics.

Cette rigueur se percevra dans la montée des inégalités et dans l'érosion du pouvoir de négociation des travailleurs. La désindexation des salaires par rapport à l'inflation à partir de 1983 marque le coup d'envoi d'une dégradation du pouvoir d'achat de nombre de salariés. Ce sont les choix européens qui ont parachevé ce tournant avec le traité de Maastricht en 1992, et le traité de Lisbonne en 2007. Toute politique de relance d'inspiration keynésienne semble impossible.

Désormais, c'est au tour de ces gouvernements fragiles et incertains qu'il appartient de mettre en œuvre un budget qui engage la France sur la voie de l'austérité. Les mécanismes sont désormais connus. Il s'agit de la dramatisation habituelle sur un niveau de dette jugée insupportable et de désigner les

comptes sociaux comme responsables. Pourtant nous pourrions penser que cette austérité revendiquée répond à une politique de relance qui aurait échoué, mais il n'en est rien, l'austérité handicape le développement du pays.

L'accroissement de la dette et la détérioration des comptes publics s'expliquent largement par une politique de l'offre qui n'a pas produit ses effets en termes de croissance et d'innovation malgré une politique fiscale plus que favorable au capital.

Mais tout comme dans les époques précédentes, il ne s'agit pas d'identifier les vrais coupables : la financiarisation de nos économies, la concurrence socio-fiscale, la course au moins-disant en Europe, une monnaie mal fagotée qui oblige à sur-dépenser pour subventionner la compétitivité des entreprises.

Nous voici condamnés à revivre la même politique, celle qui continue à s'attaquer plus frontalement à la sphère sociale : chômeurs, retraités, fonctionnaires et la liste pourrait s'allonger. A moins que la leçon de l'Histoire soit bien apprise...

"Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la deuxième comme farce." (Karl Marx). Citation appropriée aux quinquennats Macron.



LES JEUX DE STANISLAS

LA DEVINETTE DE STANISLAS

AC AG

Un collègue s'adresse à vous à l'AG du syndicat : " J'ai passé un quart de ma vie enfant et ado à Nancy, puis un cinquième de ma vie à faire des études supérieures, ensuite un tiers de celle-ci à bosser dans le privé et finalement ces treize dernières années aux finances publiques. Je commence par en avoir assez, vivement la retraite."

En admettant que les durées correspondent à des nombres d'années complètes et que l'âge de départ le concernant soit 64 ans, ce collègue est-il assez âgé pour bénéficier d'une retraite bien méritée?

SOLUTION

En admettant que les durées sont des nombres d'années entières, on peut dire que son âge doit être divisible par 4, 5 et 3. Ce qui donne : $4 \times 5 \times 3 = 60$. Donc 2 solutions pourraient être 60 ans ou 120 ans.

On peut ensuite vérifier $\frac{1}{4}n + \frac{1}{5}n + \frac{1}{3}n + 13 = n$ avec $n=60$ ou $n=120$.

Seul 60 ans donne le bon résultat. Encore 4 ans collègues...

En 1983, François Mitterrand justifiait le passage de l'âge de la retraite à 60 ans par la nécessité pour les travailleurs de « vivre enfin ». Puis de réformes en réformes Balladur, Juppé abrogée grâce aux grèves de 1995, Fillon, Woerth, Borne, il faut attendre 64 ans pour vivre enfin (ou en fin) .

JEU DU PAVÉ DANS LA MARE (DES IDÉES TOUTES FAITES)

Attribue pour chaque pays, la durée moyenne hebdomadaire de travail d'un salarié 2024 (étude OIT Organisation Internationale du Travail).

A- FRANCE	1- 29,7 heures
B- ALLEMAGNE	2- 26,7 heures
C- PAYS BAS	3- 30,7 heures
D- LUXEMBOURG	4- 30,7 heures
E- ROYAUME UNI	5- 32,1 heures
F- ESPAGNE	6- 30,7 heures

SOLUTION

A/3 B/1 C/2 D/4 E/6 F/5 Et bien non, le Français ne travaille pas moins que ses collègues européens



